

THIERRY DE MONTBRIAL & BAN KI-MOON

Thierry de MONTBRIAL

Président et fondateur de la World Policy Conference

Monsieur le Secrétaire général, tout d'abord merci. Et permettez-moi de vous dire que pour ceux d'entre nous qui sont sensibles à la langue française, et il y en a encore beaucoup, nous avons beaucoup apprécié la partie de votre discours que vous avez prononcée en français et, permettez-moi de vous le dire, en très bon français, pas seulement parce que vous l'avez lu, mais parce que votre prononciation est absolument remarquable. Merci de tout cœur.

Merci également pour la qualité de vos paroles, qui mérite également beaucoup de réflexion. Nous n'avons hélas pas le temps de faire un véritable débat. Je vais donc simplement vous poser une question. Je reconnais que la question que je vais vous poser, c'est un peu comme si je demandais à Jean-Claude Trichet comment allait évoluer le taux de change entre le dollar et le yuan. Je pense qu'il ferait une réponse qui serait sans doute difficile à interpréter.

Je vais vous poser une question un peu comparable, qui est l'avenir de ce que l'on appelle souvent le P5, et qui est lié effectivement à la réforme du système des Nations unies. Je ne vais pas vous demander la composition idéale des membres permanents du conseil de sécurité. Vous ne pourriez pas me répondre. Mais au moins quels sont à votre avis les critères qui devraient permettre d'améliorer la représentativité, et donc la légitimité, mais aussi l'efficacité du conseil de sécurité ? Je pense, notamment, à ses membres permanents.

Ban Ki-Moon, Secrétaire-général des Nations unies

Merci Monsieur le Président de me poser cette question très importante en français. Mais si vous le permettez, je vais vous répondre en anglais.

La réforme du Conseil de sécurité est l'un des programmes de réforme les plus importants. Lorsque j'ai pris le poste de Secrétaire général, de nombreuses personnes m'ont interrogé sur la nature de mon programme de réformes. J'imaginai qu'ils s'attendaient à ce que je change les Nations Unies afin qu'elles acquièrent davantage d'efficacité ; je pensais plutôt en terme de changement de gestion. Par la suite, j'ai compris que ceux qui parlaient de réformer les Nations Unies parlaient en fait de réformer le Conseil de sécurité.

A mon avis, étant donnés les changements spectaculaires qui ont eu lieu ces 60 dernières années, le Conseil de Sécurité doit être réformé et modifié pour répondre aux attentes de la communauté internationale. Le Conseil doit être à même de faire face aux défis mondiaux de notre temps. Nous vivons dans une ère de crises multiples, demandant par conséquent de multiples solutions, qui s'obtiennent d'une multitude de façons coordonnées.

Le Conseil de sécurité, particulièrement ses cinq membres permanents, ont un rôle spécifique à jouer. Je pense que le consensus est quasiment unanime autour de l'idée que le Conseil de sécurité doit être réformé afin d'être plus transparent, démocratique et représentatif. Il convient également de modifier ses méthodes de travail, afin que davantage de membres des Nations Unies puissent participer aux processus décisionnels, et pas uniquement les cinq membres permanents ou les 15 membres du Conseil de sécurité. Je pense que nous sommes presque tous d'accord à ce sujet.

La question est de savoir où, quand et comment un tel changement doit avoir lieu, et qui doit siéger au Conseil de sécurité. Les Etats membres ont soumis leurs propositions ces 17 dernières années, et les Nations Unies ont abordé à un niveau plus élevé et de manière plus précise la question de savoir comment les Etats membres peuvent participer à



l'élargissement et à la modification du Conseil de sécurité. De nombreuses propositions ont été faites, donnant lieu à cinq tours de négociations ; l'Assemblée Générale entreprendra bientôt un nouveau tour de négociations informelles. En tant que Secrétaire général, j'ai systématiquement essayé de faciliter le dialogue afin que les Etats membres trouvent une formule qui leur convienne. Préserver l'intérêt commun est important pour répondre aux défis mondiaux, et constitue une part importante de la gouvernance mondiale. J'espère que les Etats membres prendront leur décision dès que possible.

Une autre réforme est en cours à l'ECOSOC, le Conseil économique et social. Le Conseil a bien avancé ; il a convenu d'un examen ministériel annuel, et d'un forum semestriel sur la coopération au développement. Ce nouveau système a été introduit il y a deux ou trois ans.

Il existe de nombreux autres domaines dans lesquels nous pourrions améliorer la capacité de gouvernance mondiale des Nations Unies et, en tant que Secrétaire général, j'ai reçu une véritable leçon d'humilité face aux nombreuses critiques et suggestions attestant que les Nations Unies doivent être plus efficaces, transparentes, et responsables. Tout le monde s'accorde sur ce point et nous sommes en train de faire des Nations Unies une organisation plus fiable et efficace. Cela fait partie de la gouvernance mondiale.

Thierry de Montbrial a souligné dans ses remarques préliminaires que nous avons un G8, un G20, un G77 et un G24, et que de nombreuses discussions concernent la formule optimale pour le G8. Je pense que tous ces formats de gouvernance mondiale sont nés de nécessités réelles à l'époque. Le G20 apparaît aujourd'hui comme le forum mondial de premier plan pour la gestion des crises financières et économiques. Pourtant, même s'il dispose de meilleurs niveaux de consultation et de coordination auprès de la plupart des Etats membres des Nations Unies, au moins 172 pays ne sont pas correctement représentés. Je veux dire par là que l'intégralité des 192 Etats membres devrait participer.

Nous reconnaissons le rôle ainsi que la force politique, économique et financière du G20, qui représente plus de 80 % du PIB et de la population mondiale. En conséquence, ses décisions sont très importantes, mais parallèlement, en tant que Secrétaire général, j'incite les chefs d'Etats du G20 à ne pas perdre de vue les défis et les menaces que doivent affronter de nombreux pays fragiles. Je ferai de même à Séoul ; mais pour la première fois dans l'histoire du G20, le gouvernement de Séoul a accepté le programme de développement, ce qui est fort apprécié et éminemment louable. Ce programme fera face aux inquiétudes et aux défis de la plupart des pays en développement. J'espère ainsi répondre à votre question.

Thierry de MONTBRIAL

Président et fondateur de la World Policy Conference

Monsieur le Secrétaire général, j'ai maintenant le choix de rester en français, de parler en anglais, ou de parler en coréen. N'ayant pas préparé un petit compliment en coréen, ce que je regrette d'ailleurs, je vais rester sur le français et vous remercier encore une fois très chaleureusement d'être venu, de nous avoir présenté vos vues d'ensemble sur ces grandes questions de la gouvernance, et également d'avoir précisé votre pensée sur la réforme du système de l'ONU. Soyez très chaleureusement remercié. Et permettez-moi aussi, au nom de toutes les personnalités ici rassemblées, de vous souhaiter un grand succès dans la poursuite de votre très haute mission.